

COMMUNICATIONS EXPRESS

Septembre 1985

Les grandes lignes de la réorganisation

Après plusieurs semaines d'études et de consultations, c'est maintenant chose faite : le ministère des Communications vient de mettre en marche le processus qui mènera à une importante modification de sa structure organisationnelle et, en particulier, à des changements dans la répartition des responsabilités des sous-ministres adjoints. Le ministre, **M. Marcel Masse**, a annoncé le 30 juillet que cette réorganisation avait été approuvée par le Conseil du Trésor.

Cette refonte de l'organigramme du Ministère a été décidée dans le but de mieux intégrer les activités du MDC et de consolider le réseau de prestation de conseils au Ministre sur les organismes et les sociétés d'État dont il est responsable. Elle permettra en outre d'éliminer le chevauchement des activités entre certains secteurs.

La réorganisation du Ministère s'effectuera en deux étapes : on procédera d'abord à l'unification et à la rationalisation des activités du Ministère ainsi qu'à la délimitation des fonctions de tous les sous-ministres adjoints.

Dans un deuxième temps, des changements seront apportés principalement du côté du Secteur de la recherche du Ministère. Ils devraient être effectués à l'automne, après l'approbation du Cabinet et, éventuellement, l'établissement de mesures législatives.

Voici les points les plus importants de la Phase I :

- 1) La Direction de la politique de la radio-diffusion et des services connexes est transférée du Secteur des politiques au Secteur des affaires culturelles. On réunit ainsi dans la même section les industries qui reposent sur des domaines protégés par le droit d'auteur et qui sont étroitement liés sur les plans commercial et artistique. **M. David Silcox** continue d'agir en tant que sous-ministre adjoint de ce secteur élargi jusqu'à la nomination de son successeur.
- 2) La Direction de la politique des télécommunications passe du Secteur des politiques à un Secteur réorganisé de la recherche et de la technologie, qui comprendra l'ancien Secteur de la technologie et de l'industrie. Les laboratoires du Ministère relèveront également de ce nouveau secteur dirigé par **M. Ken Hepburn**.
- 3) L'actuel Secteur des politiques est rebaptisé Secteur de la coordination des politiques et est défini de façon à ne comprendre que les activités corporatives, l'élaboration de la

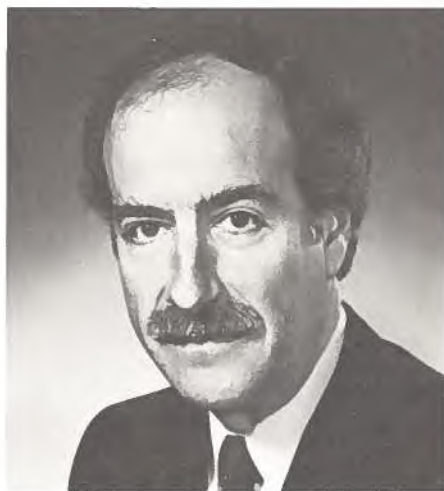
planification et des politiques stratégiques. Sont transférées à ce Secteur la Division des politiques sociales et les responsabilités législatives reliées au droit d'auteur, relevant auparavant du Secteur des affaires culturelles, ainsi que la Division de l'évaluation des programmes de la Gestion des finances. Le Secteur devra également assumer de nouvelles fonctions, y compris l'établissement de ressources centralisées dans les domaines de la recherche socio-économique, de l'impôt et des relations de travail.

4) Les fonctions de la Direction du personnel et de l'administration sont groupées avec celles de l'ancien Secteur de la gestion des

finances afin d'améliorer la coordination des ressources humaines et financières du Ministère. **M. Michael Binder** occupera, à titre intérimaire, le poste de sous-ministre adjoint, Finances, personnel et administration.

Ces changements sont conformes aux conclusions et recommandations comprises dans l'étude sur le Ministère effectuée dernièrement par le Contrôleur général. Il va sans dire qu'ils permettront au Ministère d'accroître l'efficacité de son organisation et de mieux remplir ses obligations envers le Ministre et le public canadien.

Félicitations et nos meilleurs vœux à . . .



M. de Montigny Marchand pour le nouveau défi qui lui est proposé au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources,



. . . et à **M. Alain Gourd** qui assume maintenant les responsabilités de sous-ministre des Communications.

La parole est aux lecteurs

Dans le numéro de mai de *Communications Express*, nous avons lancé un appel aux lecteurs, sous la forme d'un questionnaire, afin de connaître leurs idées et suggestions sur les articles que nous publions. Voici les faits saillants de ce sondage.

À ce jour, 151 lecteurs nous ont fait part de leurs commentaires et suggestions. De ce nombre, 43 p. 100 disent lire tous les articles et un autre 45 p. 100 lisent la plupart des articles; 70 p. 100 des répondants affirment que le contenu leur plaît et 89 p. 100

aiment le format; les sujets préférés semblent être les profils d'employés, de secteurs et de programmes, et la rubrique « Bonjour et au revoir ». Par ailleurs, 76 p. 100 des répondants aimeraient qu'il y ait une section réservée aux commentaires des lecteurs.

Vos commentaires nous aideront sûrement à faire de cette circulaire le véritable porte-parole des employés du Ministère.

Merci à ceux et celles qui ont répondu à notre questionnaire.

Bonjour et au revoir

Administration centrale

Luc Marchildon, anciennement à la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, est le nouvel adjoint spécial aux Affaires ministérielles au sein du Cabinet du Ministre. **Jean Sutherland Boggs** s'est jointe au Ministère le 16 mai à titre de conseillère spéciale en affaires culturelles auprès du Ministre. Bien connue dans la communauté culturelle, Mme Boggs s'occupera des dossiers reliés à l'architecture touchant les organismes culturels qui relèvent du Ministre. Elle est également chargée de l'énonciation de politiques culturelles touchant le patrimoine.



Luc Marchildon



Jean Sutherland Boggs

Bonjour à deux nouveaux employés de la DGIS : **Marie-Claude Larin**, ancienne journaliste à Radio-Canada et à Radio-Québec, qui agira à titre d'adjointe au directeur général; et **Jacques Lalonde**, nouveau directeur des Affaires publiques, qui était directeur des Audiences publiques au CRTC. Par ailleurs, **Sandi McDonald** a été confirmée dans ses fonctions d'agent principal à la Direction des expositions et des services audio-visuels.

À la DGBP, **Mark Curfoot-Mollington** a été confirmé en tant qu'analyste des politiques à la Direction de la politique de l'extension des services et des auditoires spéciaux.

Région de l'Atlantique

Au revoir à **Michel LeBlanc**, qui a laissé son poste de surintendant régional de la section des Projets et mesures techniques pour assumer de nouvelles fonctions à la Société Radio-Canada à Moncton.

Au bureau de district de Halifax, **Lee Gilbert**, inspecteur radio, a laissé la Fonction publique pour retourner dans l'entreprise privée.

Région du Québec

Depuis le 8 juillet, le bureau régional du Québec compte dans ses rangs un nouveau directeur des Affaires publiques en la personne de **Jean-Guy Beaupré**. Il travaillait

auparavant pour le compte du ministère des Affaires extérieures à titre de directeur adjoint au Bureau régional des passeports, à Montréal.

Le Centre canadien de recherche sur l'information du travail à Laval a aussi accueilli en juin une nouvelle directrice des Affaires publiques. Il s'agit de **Lise Ladouceur**, qui était agent principal aux Affaires publiques au ministère de l'Expansion industrielle régionale.

Région de l'Ontario

L'ATG a embauché trois agents de télécommunications juniors qui viennent de compléter un programme d'étude en gestion des télécommunications au Collège Sheridan, à Oakville (Ontario). Ce sont **Anna Thompson**, qui a travaillé notamment comme assistante de recherche à l'Université York, ainsi que **John DeSantis** et **Dilbag Kalsi**, qui détiennent respectivement des baccalauréats en

des mesures envisagées pour améliorer leur confort.

Le sous-comité a élaboré dans un premier temps un questionnaire qui sera distribué au cours du mois de septembre à tous les employés du Ministère. Ce sondage permettra notamment de déterminer les points de préoccupation précis.

Dans l'intervalle, les plaintes doivent être signalées aux responsables de la Gestion des installations à l'administration centrale au numéro 990-1900.



Marie-Claude Larin



Jacques Lalonde

gestion des micro-ordinateurs et en sciences informatiques, sans compter des diplômes en télécommunications.

À la Direction de la gestion du spectre, **Alan Nixon** a récemment été nommé technologue en communications au Service de contrôle des émissions. Du côté du Secteur des télécommunications, **Laurie Dolan** a quitté son poste d'expert-conseil en systèmes pour se joindre à une entreprise privée comme analyste en télécommunications.

Pour sa part, **George Hastings** vient d'être muté du bureau de district d'Edmonton au bureau de district de Toronto où il agira à titre d'inspecteur radio.

Le bureau de district d'Hamilton vient de perdre deux employés d'expérience : **Gerry Mason**, qui était superviseur, vient de prendre sa retraite après avoir œuvré pendant 35 ans dans la Fonction publique, tandis que **William Bouwhuis** a quitté après 17 ans de service. Nos meilleurs vœux à Gerry et à William.

Région du Centre

La Région a vu cet été quatre de ses collaborateurs prendre une retraite bien méritée : **Irwin Williams**, sous-directeur régional et directeur de l'exploitation, a pris sa retraite le 13 août et comptait 35 ans de service; **Allan Simpson**, chef de section, Développement des programmes et analyse des politiques au bureau régional de Winnipeg, nous a quittés le 1^{er} août après avoir œuvré pendant 36 ans au sein du gouvernement; **Gerry Morgan** a laissé son poste de gestionnaire régional pour l'Agence des télécommunications gouvernementales le 31 août après 26 ans de travail dans la Fonction publique; et enfin, **Murray Watson**, qui était gérant de district à Edmonton, a quitté le Ministère le 1^{er} juin après 39 ans de service. Bonne chance aux quatre dans tous leurs projets.

La chronique du casque jaune

Suite à de nombreuses plaintes logées par les employés de l'immeuble Journal nord concernant le système de chauffage, de ventilation et de climatisation, le Comité d'hygiène et de sécurité du travail a décidé de passer à l'action en constituant un sous-comité de sept membres.

Sous la présidence de **Larry Ormsbee**, le sous-comité est chargé d'assurer la liaison entre les employés et les Services des locaux pour déterminer la nature et la gravité des problèmes rencontrés. Il a également pour mission d'informer les employés du Ministère

S'unir pour s'aider

Chaque année, nous sommes appelés à contribuer à la campagne de Centraide. Dans la Fonction publique, cette campagne sera lancée le 16 septembre, avec un objectif se chiffrant à 3,9 millions de dollars. En ce qui concerne le MDC, le montant visé s'élève à 60 750 \$.

Grâce aux dons reçus, Centraide apporte son secours à des milliers de personnes aux prises avec des problèmes causés par la maladie ou un handicap physique ou mental, par l'alcoolisme, la délinquance ou même par la solitude.

L'Institut national canadien pour les aveugles (INCA) est l'un des organismes parrainés par Centraide. Il est dirigé par des bénévoles comme **Gwen Andrews**, qui est directrice de la Politique de l'extension des services et des auditoires spéciaux (DGBP) au ministère des Communications. Gwen est présidente du conseil de direction de l'INCA pour le bureau de district d'Ottawa-Carleton.

Avec un budget provenant de Centraide dans une proportion de 50 p. 100, l'INCA d'Ottawa-Carleton donne aux 1 500 handicapés visuels de la région et aux 10 500 personnes atteintes de cécité partielle l'aide dont ils ont besoin.

Il procure divers services, tels que l'enregistrement au point de vue légal des personnes considérées comme aveugles. Ce service

s'applique aux gens dont la vue est faible à un point tel qu'ils sont admissibles à tous les programmes offerts par l'INCA. De même, l'INCA offre un programme d'ordre préventif pour les personnes en voie de perdre la vue, dans le but de leur permettre de s'adapter aux changements que provoque une cécité progressive.

À l'intention des handicapés visuels, Centraide finance des activités comme les services de travailleurs sociaux pour les adultes. En outre, cet organisme fournit une partie des fonds nécessaires pour apporter l'aide d'un travailleur social aux enfants qui possèdent un handicap visuel et à leur famille, ainsi que pour la réadaptation et la rééducation, le traitement des yeux et les services d'un administrateur de district qui s'occupe de l'éducation du public.

Ce ne sont là que quelques-uns des services que l'INCA offre à la population avec l'argent recueilli par Centraide. Et comme le dit Gwen Andrews, le bureau de l'INCA à Ottawa « ne pourrait exister sans l'apport de Centraide ». Il en va de même pour beaucoup d'autres organismes qui reçoivent l'aide financière de Centraide.

Donc, s'il vous plaît, donnez généreusement lorsqu'un représentant de Centraide viendra vous solliciter, car C'EST EN S'UNISSANT QU'ON PEUT VRAIMENT S'AIDER.



La campagne de Centraide
Division de la Fonction publique

Public Service Division,
United Way Campaign

Courir pour « centraider »

À l'occasion du lancement de la campagne de Centraide 1985, un mini-marathon sera organisé à Ottawa à l'intention des fonctionnaires fédéraux. Cet événement sportif coïncidera également avec le 10^e anniversaire du Club de conditionnement physique du MDC qui compte plus de 250 membres. Il va sans dire que de nombreux coureurs du Ministère s'entraînent déjà en vue de cette course le long du Canal Rideau.

Le mini-marathon, qui aura lieu à 11 heures le 16 septembre, est d'une distance de 10 km; les coureurs prendront le départ au stationnement du Manège militaire de la Défense nationale, à l'intersection de la rue Laurier et de la promenade Reine Elizabeth. La ligne d'arrivée sera devant l'immeuble du ministère de l'Agriculture, l'immeuble Sir John Carling, à la ferme expérimentale.

Des prix seront accordés aux marathonniens qui auront chronométré le meilleur temps compte tenu du sexe et de l'âge des coureurs. Le matin de la course, le Club de conditionnement physique du MDC offrira à Centraide le prix de la meilleure équipe qui sera décerné au ministère qui compte la meilleure participation.

On peut s'inscrire à cette course du 15 juillet au 9 septembre. Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec **Richard Beaudin**, coordonnateur à l'administration centrale, au 990-4863.



Eugène Thivierge, conseiller sourd-aveugle auprès de l'INCA, plaisantant avec Donna Nickelchok, membre de l'Institut.

Le tournoi de golf du MDC, édition 1985



Les gagnants et organisateurs de l'édition 1985 du tournoi de golf, de gauche à droite : Marg Schur, Gaston Blais, Sonia Spires, Ernest Labelle, Ray Sitland et Sylvie Charlebois-Laprade (Suzanne Allain était absente pour la photo).

Le 24 mai dernier, 92 employés du ministère des Communications se sont donné rendez-vous au terrain de golf Poplar Grove en banlieue d'Ottawa afin de participer à l'un des plus importants tournois de golf de la région, aux dires des administrateurs du club.

Cette année encore, le tournoi comptait un grand nombre de joueurs inexpérimentés, et les organisateurs **Ernest Labelle**, **Sonia Spires** et **Suzanne Allain** ont tenu à encourager cette catégorie de golfeurs : des prix ont donc été remis aux détenteurs des plus bas pointages nets. Les golfeurs chevronnés ont également reçu des trophées ou des prix pour avoir présenté des cartes avec les plus bas pointages bruts.

Les employés qui se sont particulièrement illustrés lors de cet événement annuel sont :

Chez les femmes : le plus bas pointage brut, **Sylvie Charlebois-Laprade**, championne pour la troisième année consécutive, a présenté une carte de 93; le plus bas pointage net, **Marg Schur**, qui a roulé un 72.

Chez les hommes : le plus bas pointage brut, **Gaston Blais**, qui a terminé avec un 83; le plus bas pointage net, **Ray Sitland**, carte de 69.

Fort heureux du déroulement de cette journée, les organisateurs tiennent à remercier tous les participants qui, par leur enthousiasme, ont contribué à sa réussite.

Félicitations aux gagnants !

Session d'étude à l'intention des fonctionnaires fédéraux

Il existe un besoin d'intégrer les télécommunications en milieu de travail et d'en assurer la gestion de façon efficace.

Voilà le défi lancé aux 170 participants à la première session d'étude des télécommunications gouvernementales qui a eu lieu les 5 et 6 juin à l'immeuble R.H. Coats de Statistique Canada à Ottawa.

Ce colloque a été organisé par des membres du Groupe de travail interministériel sur la formation en télécommunications et réunissait notamment des coordonnateurs des télécommunications, des agents des services téléphoniques, des gestionnaires d'installations et des agents de la téléinformatique. La session d'étude a donné lieu à plusieurs exposés et conférences ainsi qu'à un débat qui visait entre autres à donner un aperçu du

milieu canadien des télécommunications, à faire ressortir les principaux critères concernant l'acquisition de matériel de télécommunication, et à définir les responsabilités des ministères et organismes dans ce domaine.

Selon **Richard Paukstaitis**, président du comité organisateur et gestionnaire de la politique et de l'analyse auprès de l'ATG, la session d'étude s'est révélée enrichissante. « Les participants ont beaucoup apprécié ce colloque axé sur les télécommunications, et les renseignements recueillis nous aideront à identifier les priorités et les besoins en formation en vue des sessions à venir. »

On peut obtenir de plus amples renseignements à propos de la conférence en communiquant avec Richard Paukstaitis à Ottawa au 990-2303.

Le MDC est cité en exemple

Saviez-vous que le ministère des Communications est reconnu pour la générosité de ses employés lorsque des cliniques de sang ont lieu ?

La Société canadienne de la Croix-Rouge, section Ottawa-Carleton, vient de décerner au Ministère une citation soulignant le « soutien fourni au programme de recrutement des donneurs de sang ».

Au cours des deux dernières années, un total de 672 employés ont donné de leur sang et de ce nombre, on comptait 103 recrues. La meilleure participation a été enregistrée le 13 novembre dernier lorsque 193 personnes ont répondu à l'appel.

Bravo à tous les donneurs !

La bibliothèque du Ministère livre ses secrets

Vous cherchez un livre sur les télécommunications, un rapport ou un article sur les derniers développements en informatique ? Vous désirez prendre connaissance des recherches de Statistique Canada dans le domaine des arts et de la culture ? Vous voulez vous procurer un film vidéo portant sur les télécommunications pour accompagner une conférence ou une rencontre ?

La bibliothèque du Ministère, située au 14^e étage de l'immeuble de l'administration centrale, peut répondre à toutes ces attentes. Par l'entremise des dix personnes qui y travaillent, la bibliothèque veille à fournir aux employés du MDC toutes les ressources documentaires nécessaires pour faciliter leur travail. Elle met également sa collection à la disposition des autres employés du gouvernement et du public en général, et est responsable de la bibliothèque du CRC.

Important centre de documentation sur les communications, la bibliothèque dispose d'une collection de 750 titres de périodiques et de 14 000 livres et rapports de toutes sortes portant sur la radiodiffusion, les télécommunications, les arts et la culture, l'administration, etc. Elle possède une imposante banque de films vidéos qui peuvent être prêtés ou visionnés dans une pièce spécialement aménagée à cet effet. Elle offre de plus une gamme impressionnante de services : listes d'acquisitions, compilations bibliographiques, photocopies, système de catalogage automatisé, circulation de documents, prêts entre bibliothèques, etc.

On utilise maintenant à la bibliothèque le système de catalogage informatisé « DOBIS », grâce auquel on peut consulter, par le biais de la Bibliothèque nationale du Canada, les catalogues des plus importantes collections au Canada, et ainsi retracer à travers le pays des livres particulièrement rares. La bibliothèque est dotée d'un terminal DOBIS que les employés du Ministère peuvent employer pour leurs recherches. Ce système permet également de consulter la liste de tous les ouvrages mis sous dépôt légal au Canada, en France, en Angleterre, en Australie et aux États-Unis.

En plus des index sur microfiches, les usagers peuvent également bénéficier du système de Diffusion sélective de l'information (DSI), grâce auquel ils peuvent se procurer une liste d'ouvrages sélectionnés par ordinateur sur une base hebdomadaire ou mensuelle à partir d'un profil d'intérêt quelconque.

Par ailleurs, il est possible d'avoir accès depuis quelque temps à plus de 200 banques de données bibliographiques. On peut ainsi

faire des recherches rétrospectives pour obtenir une liste d'articles ou de livres écrits au cours des dernières années et portant sur des sujets précis.

Bref, la bibliothèque représente plus que jamais un précieux instrument de travail pour les employés du Ministère. Un endroit à découvrir, ou à redécouvrir, pour tous vos besoins en documentation.



Les employés de la bibliothèque du Ministère : dans l'ordre habituel, 1^{re} rangée, Janet Jacobson (chef, services au public), Nicole Chater (commis aux périodiques), Florentine Peters (adjointe au catalogage); 2^e rangée, Monique Perrier (chef int., services de la bibliothèque), Zdena Vadoros (chef des services techniques), Claire Patry (catalogueur), Diane Regaudie-Chartrand (commis à la circulation) et Dolly McElroy (responsable des acquisitions). N'apparaissent pas sur la photo : Huguette Cousineau (assistante à la référence) et Muguette Brady (commis de bibliothèque).

Conférences au ministère des Communications

Les employés du Ministère sont invités au cours du mois de septembre à assister à deux conférences données par des universitaires dans le cadre du Programme des Centres d'excellence, créé en 1978 afin de recruter des techniciens et scientifiques francophones.

Ces conférences ont été organisées par la Direction des langues officielles, qui voit à l'attribution des contrats de recherche technique et scientifique aux universités

francophones ou bilingues du Canada et à l'industrie, en vertu du Programme.

Le 12 septembre, à l'immeuble Journal nord, pièce 1544, M. André Caron, directeur du département des communications à l'Université de Montréal, et M. Luc Giroux, professeur à la même institution, s'entretiendront avec les employés des résultats de leur recherche intitulée « Diffusion, utilisation et impact des micro-ordinateurs domestiques ». Pour sa part, M. Michel Cartier, directeur du

département des communications à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) traitera de la place de la télématique dans l'univers francophone.

Le 18 septembre, à la pièce 1210 du même immeuble, le Ministère recevra le professeur Michel Zins de l'Université Laval. La conférence portera sur l'élaboration d'une stratégie pour la commercialisation des produits et services canadiens de communication dans certains pays d'Afrique.

Vous connaissez Olympus ?

Depuis 1980, le Canada participe au programme Olympus de l'Agence spatiale européenne (ASE). Appelé au départ L-SAT, Olympus subit présentement de nombreux essais au laboratoire David Florida, qui est totalement équipé pour tester et assembler des composants spatiaux.

Le ministère des Communications contribue quelque 80 millions de dollars à l'Agence pour le programme Olympus et investit une somme additionnelle de 8,5 millions dans des travaux connexes. Le Canada, par l'entremise de la Spar Aérospatiale Limitée, participe entre autres à la conception et la fabrication des réseaux solaires et d'une partie du matériel de télécommunications. Une autre firme canadienne, la ComDev Limitée, a conclu des marchés en ce qui a trait à la conception et la fabrication de composantes de relais hertziens.

Premier engin spatial de la nouvelle génération de satellites à forte puissance, Olympus est cinq fois plus puissant et quatre fois plus lourd que le plus gros satellite canadien aujourd'hui sur orbite : il mesure 24,4 m, pèse

2 400 kg et présente une structure qui ressemble à un rectangle. Ses deux ailes sont des panneaux solaires fabriqués en silicium et tapissés de verre, qui permettent de réduire la dégradation attribuable au rayonnement du soleil dans l'espace et de convertir l'énergie solaire en courant électrique. Une fois dans l'espace, les deux panneaux repliés se déploient.

Au cours de la durée des essais au laboratoire, Olympus empruntera trois formes différentes : un modèle thermique, permettant d'évaluer son endurance face à la chaleur et au froid intenses de l'espace; un modèle structural qui déterminera son aptitude à résister au choc du lancement et à identifier ses propriétés structurales; le modèle de vol, pour mesurer sa performance, sa force d'équilibre et son degré de fiabilité face à la vibration; ce dernier modèle sera véritablement lancé en tant qu'Olympus.

Olympus assurera la couverture de l'Europe en ce qui a trait aux télécommunications; il servira notamment à transmettre des émis-

sions de télévision en direct, à assurer des services commerciaux ou spécialisés, et à développer des techniques d'utilisation de bandes de fréquences relativement aux systèmes de vidéoconférences et de télécommunications.

À l'aide d'une navette spatiale ou d'un véhicule-lanceur, Olympus sera lancé dans l'espace à la fin de 1987 où il pourra, pendant au moins cinq ans, être utilisé pour de multiples expériences en télécommunications.

Le Canada s'intéresse à Olympus pour de nombreuses raisons : il lui permet notamment d'acquérir des connaissances et d'augmenter les ventes nationales et internationales de réseaux solaires et de matériel de télécommunications, et de promouvoir l'intégration et la mise à l'essai d'autres grands satellites au pays. De plus, le Canada tire avantage de sa participation au programme de l'ASE en faisant connaître ses nombreuses compétences et ses installations techniques de premier ordre.

De la visite du Japon

Les 2 et 3 juillet, le ministère des Communications a eu le plaisir d'accueillir une mission japonaise chargée d'étudier les systèmes de communication par satellite. Le voyage de la mission au Canada et aux États-Unis a été organisé par le Technology Transfer Institute. Le professeur Shigeo Tsjui de l'Institut de technologie de Tokyo et M. Sadanori Amano du ministère des Postes et des télécommunications du Japon ont dirigé la délégation. Les 28 membres de la mission se sont rendus notamment au CRC où ils ont visité le laboratoire David Florida et assisté à des séances d'information sur les divers aspects des politiques et de la réglementation touchant les communications par satellite au Canada.



Les deux chefs de la mission du Japon entourés de George Davies, directeur, Applications spatiales, et de Francine Gallo (DID); à gauche de cette dernière, Elmer Hara, directeur, Évaluation de la technologie et de la planification des applications; et dans le coin supérieur gauche, Raymond Provencher (DRPP).

Vingt-cinq ans déjà

Le 22 juin 1960, le tout premier dispositif spatial du Canada était sur orbite. En effet, un « récepteur de bruit galactique » canadien se trouvait à bord du satellite de navigation Transit II A de la marine des États-Unis, fabriqué dans les laboratoires de physique appliquée de l'Université John Hopkins à Silver Springs (Maryland).

Ce prototype formé de deux antennes et d'un récepteur avait été mis au point pour recueillir des données scientifiques sur les niveaux de bruit radioélectrique dans l'espace. Les antennes jouaient un double rôle, soit celui de capter des ondes et celui de remplacer une charge permettant de freiner la rotation du satellite. Les données saisies à

l'aide du dispositif canadien ont servi à concevoir le sondeur en contre-haut du premier satellite canadien, Alouette I, lancé en 1962. Les mesures de la partie supérieure de l'ionosphère de la terre nous ont aidés à trouver des moyens d'améliorer les communications hertziennes à grande distance.

D'autres retombées importantes sont attribuables à la participation du Canada à la mission Transit II A. Nos chercheurs ont acquis une expérience inestimable dans le domaine de l'intégration des charges utiles, c'est-à-dire de l'intégration d'une expérience scientifique à un engin spatial, ainsi que dans la planification et l'exécution de lancements et dans la poursuite et l'acquisition de données

par satellite. Le projet a également créé un important précédent au plan de la coopération au programme spatial du Canada.

Plusieurs employés actuels du ministère des Communications ont collaboré au projet Transit II A de l'Établissement de recherche sur les télécommunications pour la défense, précurseur du Centre de recherches sur les communications (CRC). Il s'agit de **Colin Franklin**, directeur général des Programmes d'applications, **Bob Hahn** et **Gilles St-Amand** de la Direction de l'électronique spatiale, et **David Boulding**, **Harold Raine**, **Fred Daniels** et **Bob Bibby** de la Direction des applications spatiales.